

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Dossier

N° 57 du 15.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Colère israélienne contre la visite de Amadi Nejad : victoire au Hezbollah et de l'Iran

1 Brèves

1-1 L'Iran n'est pas une menace pour le monde arabe.

1-2 Mohammad Mehdi Akhondzadeh trouve importante la prochaine réunion de Téhéran sur le statut de la mer Caspienne

1-3 L'Iran devrait pouvoir réaliser des manœuvres maritimes ensemble avec l'Azerbaïdjan

1-4 L'Iran peut mener Peugeot à la banqueroute"

1-5 L'Iran repasse devant l'Irak en réévaluant ses réserves.

1-6 Arrestation d'«espions nucléaires» en Iran.

1-7 Les 2 Allemands arrêtés ont "reconnu avoir commis une infraction".

2 Dossier & Point de vue.

2 -1 Ahmadinejad a l'ONU le 23 septembre 2010.

2-2 Thierry Meyssan : Le débat indirect Ahmadinejad-Obama

2-3 Propos inconvenants aux Nations Unies..

2-4 René Naba : Le président Ahmadinejad à Beyrouth.

2-5 « Les ingérences » de Washington dans les affaires internes de l'Iran.

1 Pétrole: Washington force Tokyo à renoncer à ses projets en Iran...

2 Quatre géants du pétrole se retirent pour respecter les sanctions.

3 La police iranienne agira contre ceux qui voudront utiliser les sanctions économiques.

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

3-1 "Obama est un hors-la-loi international".

3-2 11 septembre 2001 : Ahmadinejad à l'ONU.

3-3 Ahmadinejad accueilli comme un héros par les libanais...

3-4 Question d'un lecteur à D. Losurdo à propos de l'"antisémitisme" et l'Iran.

3-5 L'Iran affirme avoir contré le virus Stuxnet.

6 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

Fadwa Nassar : La république islamique d'Iran:le développement durable pour une véritable indépendance.

Tiré à Part

Colère israélienne contre la visite de Amadi Nejad : victoire au Hezbollah et de l'Iran

Pour la première fois dans l'histoire du Liban, une foule monstre de Libanais et de Palestiniens, tout âge confondu, ont convergé vers la route de l'aéroport pour accueillir un chef d'Etat.

Un député d'extrême droite israélienne, Arié Eldad, a préconisé mercredi d'éliminer le président iranien Mahmoud Ahmadinejad durant sa visite controversée au Liban.

"Si Ahmadinejad se trouve, ne serait ce qu'un seul instant, dans le collimateur d'un soldat de Tsahal (l'armée israélienne), il faut absolument l'empêcher de revenir vivant chez lui", a affirmé au journal en ligne Y-Net cet élu de l'Union Nationale, un parti d'opposition (4 députés sur 120).

"Je préconise la médecine préventive, qui évite des maladies graves. Cette liquidation épargnerait de nombreuses vies", a ajouté Eldad, professeur en médecine et expert en chirurgie plastique. "L'Histoire aurait pris un autre tour en 1939 si un soldat juif avait réussi à abattre Hitler", a encore dit le député, membre de la commission des Affaires étrangères et de la Défense, en soulignant que le président iranien "profite de toutes les tribunes possibles pour menacer d'anéantir Israël".

De son côté, la presse sioniste n'a pas caché l'inquiétude et la colère israélienne face à cette visite iranienne au Liban, y voyant le signe d'une victoire franche du Hezbollah et de la politique de l'Iran. Pour le quotidien "Haaretz", qui a s'est arrêté sur l'ampleur de l'accueil, aussi bien populaire qu'officiel, "cette foule immense et les slogans qu'elle scandait témoigne du large soutien dont bénéficient le Hezbollah et l'Iran au Liban ».

Le "Yediot Ahronot" se penche, quant à lui, sur les impacts de cette visite, en affirmant qu'elle ne pourrait que renforcer la position du Hezbollah dans toute la région.

De son côté, le "Jérusalem Post" souligne que « la première visite officielle d'Ahmadinejad, à Beyrouth, a mobilisé les foules, signe que les politiques régionales de l'Iran sont couronnées de succès". Rappelons que ces derniers jours, les médias occidentaux n'ont pas cessé de prédire l'échec, voire, l'annulation de cette visite.

Pendant ce temps, les Israéliens provoqués par cet événement sans précédent, se préparent à manifester à la frontière avec le Sud Liban contre la visite attendue d'Ahmadinejad à Bint Jbeil.

Le Yediot Ahronot avait souligné que des personnalités politiques et des membres de la Knesset ont lancé plus de 2000 ballons aux couleurs du « drapeau israélien » à la frontière avec le Liban ce mercredi matin, exigeant l'arrestation du président iranien pour ses appels à rayer Israël de la carte.

Quant à l'armée sioniste, elle a renforcé ses patrouilles à la frontière, alors que des unités militaires ont effectué ces derniers jours des manœuvres militaires sur l'occupation de villages syriens.

mercredi 13 octobre 2010

13/10/2010 Al Manar -

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?breve455>

1 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

1-1 L'Iran n'est pas une menace pour le monde arabe.

L'Iran ne représente pas une menace pour le monde arabe, comme l'affirment ses ennemis, a annoncé jeudi le secrétaire général du Hezbollah libanais, Sayyed Hassan Nasrallah.

"Ce que les Iraniens veulent pour la Palestine n'est rien d'autre que ce que veulent les Palestiniens eux-mêmes: la restitution des territoires et des lieux sacrés musulmans et chrétiens et la formation d'un Etat indépendant pour ce peuple opprimé", a déclaré le numéro un du Hezbollah.

Au Liban également, l'Iran veut seulement voir son peuple vivre "en toute souveraineté et indépendance", a-t-il ajouté. "Je vous assure que c'est l'Iran qui nous a toujours soutenus, sans jamais nous rien demander en contrepartie et sans même exiger de remerciements".

La déclaration du chef du Hezbollah, mouvement politique possédant une branche armée, a été faite à l'occasion de la première visite officielle du président iranien Mahmoud Ahmadinejad au Liban, démarche qualifiée de provocation par les Etats-Unis et Israël.

RIA Novosti -

15/10/2010

<http://fr.rian.ru/world/20101014/187631685.html>

1-2 Mohammad Mehdi Akhondzadeh trouve importante la prochaine réunion de Téhéran sur le statut de la mer Caspienne.

« Les pays riverains vont payer lourd en cas du manque de la sécurité à la mer Caspienne.

Le rôle principal dans la sécurité à la mer Caspienne appartient à 5 Etats riverains » a indiqué pour l'APA, le conseiller du président iranien pour les questions caspiennes, vice-ministre des affaires étrangères, Mohammad Mehdi Akhondzadeh.

La sécurité à la mer Caspienne est importante en première lieu, pour les pays riverains, selon le diplomate iranien : « la paix à la mer Caspienne signifie la quiétude dans 5 pays riverains. Ce sont surtout les pays riverains qui vont payer lourd en cas du manque de la sécurité à la mer. Les pays riverains doivent être attentif à l'égard de la sécurité à la mer Caspienne » a-t-il déclaré.

Questionné sur la réunion de Bakou, des vice-ministres des affaires étrangères des pays riverains, le diplomate a indiqué : « nous ne souhaitons pas des simples pourparlers théoriques. C'est pourquoi, nous avons proposé de mettre en œuvre les idées » a-t-il ajouté.

Le diplomate a informé sur la réunion suivante sur le statut juridique de la mer Caspienne, qui sera lieu à Téhéran : « ça sera une conférence importante. Nous avons discuté aujourd'hui les détails de la conférence. Un accord a été obtenu » a-t-il précisé.

La Caspienne doit être une mer de la sécurité. 70% des questions concernant au statut de ma mer ont été résolues. Toutes les questions seront réglées en cas d'un accord final des pays riverains. L'Iran souhaite à voire la Caspienne comme une mer de la sécurité et de la stabilité. Cela puisse être réalisé par la coopération étroite de 5 pays riverains » a-t-il martelé.

Bakou. Suleyman Farzaliyev

APA.

[12 oct 2010 14:46]

<http://fr.apa.az/news.php?id=11347>

1-3 L'Iran devrait pouvoir réaliser des manœuvres maritimes ensemble avec l'Azerbaïdjan

[Les manœuvres militaires devraient servir pour la paix dans la région, a indiqué pour l'APA, le ministre iranien de la défense Ahmad Vahidi, au cours de la conférence de presse à Bakou.

Questionné sur le renforcement de la présence militaire de l'Iran à la mer Caspienne, le ministre a déclaré : « L'Iran considère la Caspienne comme une mer de la paix et de l'amitié. Nous faisons des efforts en ce matière.

Nous avons des relations sincères avec les pays riverains et nous avons accordé nos démarches avec les voisins » a-t-il martelé.

12 oct 2010 19:04]

<http://fr.apa.az/news.php?id=11352>

1-4 L'Iran peut mener Peugeot à la banqueroute"

L'Iran peut mener le constructeur automobile Peugeot à la banqueroute, en cessant d'acheter des pièces détachées de la compagnie française, a déclaré le premier vice-président iranien, Mohammad Reza Rahimi, cité samedi par l'agence Isna.

"Si nous le décidons, nous pouvons mener à la banqueroute la société Peugeot. Si demain nous cessons les importations de pièces de rechange de Peugeot, les ventes de la compagnie vont baisser de 2,5 milliards de dollars" (1,8 milliard d'euros), a déclaré M. Rahimi.

"Si nous fronçons les sourcils, une partie de l'industrie automobile française va s'effondrer", a-t-il ajouté.

L'Iran produit actuellement des Peugeot 405 et 206, qui représentent une grande partie du parc automobile iranien. Une partie des pièces de ces voitures sont importées.

Avec plus de 1,4 million de véhicules produits l'an dernier, l'Iran est le premier producteur automobile au Moyen-Orient.

Les deux sociétés nationales, Saïpa et Iran Khodro, produisent des voitures en coopération notamment avec les constructeurs français Peugeot (partenaire d'Iran Khodro pour la construction des 405 et 206) et Renault (pour la production de la Logan), mais aussi avec le sud-coréen KIA (partenaire de Saïpa pour la petite Pride).

KIA a décidé de cesser sa coopération avec l'Iran à la suite des sanctions internationales décidées contre l'Iran à cause de son programme nucléaire controversé.

L'industrie automobile emploie directement et indirectement 500.000 personnes en Iran, ce qui en fait la deuxième industrie du pays derrière le secteur pétrolier.

9/10

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iQjX120CJvFq1BTPN417aNOe8m6A?docId=CNG.cda94919e1cd0851ceef4ca51c9c162c.01>

1-5 L'Iran repasse devant l'Irak en réévaluant ses réserves.

NB Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Au sein de l'Opep, les chiffres sur les réserves d'hydrocarbures sont plus politiques que techniques.

L'Iran en a apporté hier une nouvelle preuve.

Il y a une semaine, l'Irak, son grand rival au sein du cartel, avait fait état d'une brutale augmentation de 24 % de ses réserves de pétrole, qui le faisait passer devant l'Iran pour se hisser au troisième rang mondial, derrière l'Arabie saoudite et le Venezuela (en excluant les sables bitumineux du Canada).

Un affront qui n'aura pas duré huit jours : dès hier, le ministre iranien du Pétrole a annoncé que les réserves de son pays avaient augmenté de 9 %. Et qu'avec 150,3 milliards de barils en terre l'Iran se situait bien devant l'Irak et les 143,1 milliards de barils de réserves revendiqués.

« *Nos calculs se poursuivent* », a expliqué le ministre lors d'une conférence de presse. Le nouveau chiffre « *est tiré d'un rapport portant sur une période de six mois, sur la base d'informations concernant la production et les nouvelles découvertes* ». Notamment un nouveau champ gazier, Sefid, avec « *70 milliards de mètres cubes de gaz, dont 72 % exploitables* », dans la province de Hormozgan. Il a ajouté que les réserves de gaz de l'Iran s'élevaient aujourd'hui à 33.100 milliards de mètres cubes.

Les réserves des membres de l'Opep constituent un élément clef pour établir les quotas de production au sein de l'organisation.

Les évaluations sont donc effectuées sur des bases très politiques. En 2001-2002, l'Iran avait déjà relevé d'environ 30 % le niveau déclaré de ses réserves. Avant l'invasion américaine, l'Iran et l'Irak bénéficiaient des mêmes quotas.

L'Irak en est aujourd'hui exempté. Mais la croissance de la production irakienne va mettre fin un jour ou l'autre à cette exception.

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/020853718999-petrole-l-iran-repasse-devant-l-irak-en-reevaluant-ses-reserves.htm>

1-6 Arrestation d'«espions nucléaires» en Iran.

Plusieurs personnes accusées d'espionnage via internet ont été arrêtées en Iran. Ces « *espions* » avaient pour but de faire échouer le programme nucléaire iranien, selon le ministre iranien des Renseignements, Heydar Moslehi. Ainsi la République islamique a « *empêché les ennemis de mener une action destructrice* », a ajouté le ministre.

Le ministre des Renseignements, Heydar Moslehi, n'a donné aucune précision sur le nombre et l'identité des « *espions nucléaires* » arrêtés. Il a simplement affirmé que ces espions ont été arrêtés pour déjouer les actions des ennemis visant le programme nucléaire iranien.

Cette annonce intervient alors que depuis quelques mois, le virus informatique Stuxnet s'attaque toujours aux

systèmes industriels de l'Iran, mais aussi à l'Inde, l'Indonésie ou le Pakistan.

Cette annonce intervient alors que les autorités iraniennes ont reconnu que le virus Stuxnet avait attaqué des systèmes informatiques industriels de l'Iran où quelque 30 000 ordinateurs ont déjà été infectés.

Toutefois selon Téhéran, les sites nucléaires du pays, en particulier la centrale nucléaire de Bouchehr, n'avaient pas été touchés par le virus. La centrale de Bouchehr, construite par les Russes, doit entrer en fonction dans les prochaines semaines.

Ali Akbar Salehi, le chef du programme nucléaire iranien, a affirmé il y a quelques jours que les différents sites nucléaires du pays étaient parfaitement protégés contre les attaques du virus, mais que les ordinateurs personnels de certains employés avaient été infectés.

Selon certains journaux étrangers, le virus qui attaque des systèmes informatiques industriels iraniens aurait été fabriqué par des experts israéliens.

Avec notre correspondant à Téhéran, Siavosh Ghazi

RFI

04-10

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20101002-arrestation-espions-nucleaires-iran>

1-7 Les 2 Allemands arrêtés ont "reconnu avoir commis une infraction".

Les deux Allemands arrêtés en Iran alors qu'ils interviewaient le fils de Sakineh Mohammadi-Ashtiani, "ont reconnu avoir commis une infraction", a déclaré le procureur général iranien, cité par l'agence officielle Irna. "Ces deux accusés, venus à Tabriz avec la coordination de groupes politiques hostiles basés à l'étrangers, sont actuellement détenus et ont reconnu avoir commis une infraction", a déclaré Gholam-Hossein Mohseni-Ejei en marge d'une réunion des responsables de la justice jeudi.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle a confirmé mardi qu'il s'agissait de ressortissants allemands.

"Nous nous efforçons de faire en sorte que ces deux personnes rentrent au plus vite en Allemagne", avait-il déclaré.

L'Iran avait annoncé leur arrestation lundi. L'identité des deux Allemands n'a pas été révélée, mais il s'agirait d'un journaliste et d'un photographe

"Les deux étrangers ont un visa touristique et sont liés à la contre-révolution", avait indiqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Ramin Mehmanparast, ajoutant "leur cas est en cours d'examen".

extrait de : lematin.ch

2 Dossier & Point de vue.

2 -1 Ahmadinejad à l'ONU le 23 septembre 2010.

Ce qui suit n'est pas la version intégrale de l'intervention du président iranien à l'assemblée générale de l'ONU le 23 septembre 2010, mais un résumé "officiel".

Il en ressort quand même clairement que, une fois de plus, nos médias ont dit quelques contre-vérités et commis un grand nombre d'omissions.

C'est provoquant d'affirmer que le système capitaliste et l'ordre mondial actuel n'apportent aucune solution aux problèmes des sociétés?

C'est offensant, de faire une analyse du "11 septembre 2001" différente de la version officielle, pourtant profondément contestée?

C'est intolérable, de montrer que le motif invoqué de la lutte contre le terrorisme après les attentats du 11/9 ne justifiaient en rien l'invasion de l'Afghanistan, et l'occupation de l'Irak? ni les centaines de milliers de morts provoqués par ces guerres?

Les médias ont également "oublié" les propositions du président Ahmadinejad de faire une contre-enquête de l'ONU sur les attentats du 11/9.

Ils ont ignoré l'appel du président iranien à "l'énergie nucléaire pour tous, les armes nucléaires pour personne", sa demande de condamnation d'Israël comme seul détenteur d'armes nucléaires au Moyen Orient, et pour ses crimes commis contre le peuple palestinien à Gaza et son agression de la flotille humanitaire, et sa revendication d'une réforme de l'ONU par la suppression du droit de veto.

Autant de propositions saluées par de nombreux pays membres de l'ONU... mais pas par la "communauté internationale" (c'est à dire les USA et l'UE!) qui s'est retirée de la session ONU aux premières paroles de Ahmadinejad (sans doute suivis par leurs médias qui n'ont pas rapporté son discours...) (CP

Assemblée générale Soixante-cinquième session Plénière - 11^e et 12^e séances plénières – matin et après-midi (Site de l'ONU)

M. MAHMOUD AHMADINEJAD, Président de la République islamique d'Iran, a affirmé que le système capitaliste et l'ordre mondial actuel s'étaient avérés incapables de fournir des solutions appropriées aux problèmes des sociétés. Opposant les « divins prophètes » du monothéisme à l'égoïsme et à l'avarice, il a affirmé que l'appât du

gain et de la domination avait remplacé le monothéisme, « portail vers l'amour et l'unité ». Évoquant les affres du colonialisme, il a constaté qu'au début du siècle dernier, de belles paroles sur la liberté, les droits de l'homme et la démocratie avaient suscité l'espoir de guérir les profondes blessures du passé, mais que ces rêves avaient failli.

Le Président iranien s'est ensuite longuement attardé sur les attentats du 11 Septembre, estimant qu'à l'issue des attaques, une « machine à propagande » avait laissé entendre que le monde entier était exposé au « danger énorme » du terrorisme et que le seul moyen d'y faire face était de déployer des forces en Afghanistan.

Finalement, l'Afghanistan, puis peu de temps après l'Iraq ont été occupés. M. Ahmadinejad a recensé « trois points de vue » sur les auteurs des attaques. Il a d'abord fait état d'un groupe terroriste très puissant et complexe, capable de défier les services secrets et la sécurité des États-Unis. Ensuite, il a souligné que « certains segments au sein du Gouvernement américain » avaient « orchestré » les attentats pour inverser la tendance du déclin de l'économie des États-Unis et « sauver le régime sioniste ». Enfin, selon lui, ces opérations ont pu être menées par un groupe terroriste, mais bénéficiant de l'appui du Gouvernement américain, lequel aurait « profité de la situation ».

Lors de l'énoncé de ces points de vue, la délégation des États-Unis, suivie de plusieurs autres, notamment européennes, ont quitté la salle de l'Assemblée générale.

Dans son discours, le Président iranien a ensuite estimé qu'une « enquête approfondie » aurait dû être menée par un groupe indépendant afin d'identifier les responsables et d'établir un « plan rationnel » de réaction. Est-il rationnel de lancer une guerre classique qui a provoquée la mort de centaines de milliers de personnes pour combattre un groupe terroriste, a-t-il notamment demandé. Il a, de même, réclamé la création par les États-Unis d'un groupe d'enquête indépendant afin qu'à l'avenir, les points de vue divergents sur les événements du 11 septembre ne soient plus interdits. Il a également annoncé que l'an prochain, l'Iran accueillerait une conférence consacrée à la lutte contre le terrorisme.

S'agissant de la situation en Palestine, M. Ahmadinejad a affirmé que « les sionistes » avaient commis des « crimes horribles » contre des « peuples sans défense » au Liban et à Gaza. « Ce régime, qui jouit du plein appui de certains pays occidentaux, menace régulièrement les pays de la région, tandis que ceux qui s'opposent à ce régime se voient imposés le label de terroriste et d'antisémite », a lancé le Président iranien. « En Europe et aux États-Unis, toutes les valeurs, même celle de la liberté d'expression, ont été sacrifiées sur l'autel du sionisme », a-t-il poursuivi. Il a ensuite plaidé en faveur du retour des réfugiés palestiniens dans leur terre natale et leur droit à la souveraineté.

Le Chef de l'État iranien en est ensuite venu au dossier nucléaire, et a affirmé que l'énergie nucléaire était un « cadeau des cieux » et un des meilleurs moyens de réduire la pollution liée à la consommation de pétrole. Il a également dit que la bombe nucléaire était « l'arme la plus inhumaine » et qu'elle devait être entièrement éliminée. Il a ensuite dénoncé le fait que « certains membres permanents » du Conseil de sécurité aient créé, selon lui, un amalgame entre l'énergie nucléaire et la bombe atomique, et mis l'énergie nucléaire hors de la portée de la plupart des États en créant des monopoles et en exerçant des pressions sur l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il s'est également insurgé contre l'arsenal nucléaire du « régime sioniste ». M. Ahmadinejad a ensuite proposé de proclamer l'année 2011 l'année du désarmement nucléaire avec pour slogan: « l'énergie nucléaire pour tous, les armes nucléaires pour personne ».

Le Président iranien a par ailleurs affirmé que l'inefficacité de l'ONU avait pour cause sa « structure injuste ». Il a préconisé une réforme structurelle de l'Organisation, l'annulation du droit de veto, et a souhaité voir l'Assemblée générale devenir son plus important organe et que celle-ci finalise la réforme de l'ONU d'ici à un an.

À nouveau sur la question de la non-prolifération, M. Ahmadinejad a affirmé que la Déclaration de Téhéran, rendue possible, a-t-il précisé, grâce à la bonne volonté du Brésil et de la Turquie, avait constitué une mesure extrêmement constructive de rétablissement de la confiance. L'Iran, a-t-il ajouté, s'est toujours tenu prêt à dialoguer sur la base du respect et de la justice. Il a dénoncé les mesures d'intimidation et les sanctions qui ont été brandies contre « la logique évidente » de l'État iranien, lesquelles détruiraient, selon lui, la crédibilité du Conseil de sécurité. « Nous nous tenons prêts à débattre sérieusement et librement avec le Chef d'État américain afin d'exprimer notre point de vue transparent », a assuré le Président iranien.

29 septembre 2010

2-2 Thierry Meyssan : Le débat indirect Ahmadinejad-Obama

Le discours de M. Ahmadinejad à l'ONU a donné lieu à une vaste campagne de désinformation en Occident et à une prompt réponse de M. Obama en direction du peuple iranien. Au-delà des dépêches d'agence biaisées et en s'appuyant sur les textes originaux,

Thierry Meyssan expose les vrais enjeux du débat indirect qui oppose les deux chefs d'Etat.

Les présidents iranien et états-unien viennent de se livrer à une inhabituelle joute verbale qui a été relatée de manière fragmentaire et déformée par les médias occidentaux. Mahmoud Ahmadinejad s'est exprimé le 23 septembre 2010 dans l'après-midi à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies [Barack Obama lui a répondu le lendemain matin au micro de la télévision BBC en persan Ces deux interventions forment un ensemble qui illustre le changement de stratégie de part et d'autre. Il ne s'agit plus de se poser en champions de deux camps opposés, de deux visions du monde, en s'invectivant, mais d'appeler les populations respectives à la révolution..

Il y a un an, Washington espérait pouvoir renverser l'administration Ahmadinejad en manipulant des foules dans

une énième édition des prétendues révolutions colorées

L'opération, conduite à l'occasion de l'élection présidentielle de 2009, a échoué. Elle a cependant permis de fixer dans l'imaginaire occidental une représentation fantasmagorique de l'Iran qui serait une dictature. Dans le pays, elle a eu l'effet inverse de celui escompté. Les électeurs de l'opposition ont été massivement surpris et indignés par la mauvaise foi de leur candidat et sa volonté de prendre le pouvoir par la rue à défaut d'y arriver par les urnes. Quant au vainqueur de l'élection, il a perdu son goût du compromis et décidé de raviver la Révolution islamique dans sa radicalité. Le fossé entre les classes populaires et la haute bourgeoisie commerçante s'est creusé. La CIA et la NED planifient de nouvelles actions, mais il ne s'agit plus dans l'immédiat de renverser le régime, juste de le déstabiliser pour l'affaiblir au plan international.

De son côté, Téhéran n'avait jamais envisagé de porter le fer aux Etats-Unis. Pendant longtemps, ils ont été considérés comme un bloc, une puissance coloniale alliée et successeur de l'Empire britannique, un Grand Satan protégeant les crimes israéliens. Aujourd'hui, l'administration Ahmadinejad a noué des liens avec des intellectuels et des artistes dissidents. A ses yeux, les Etats-Uniens sont des gens de bonne volonté qui prennent lentement conscience d'être gouvernés par des tyrans. A terme, des révoltes sont prévisibles qu'elles prennent une forme révolutionnaire ou sécessionniste. La Révolution islamique doit s'allier avec les dissidents actuels pour combattre avec eux le système dominant.

C'est là qu'intervient le discours de Mahmoud Ahmadinejad. Il y a d'abord récusé la théorie du choc des civilisations, énoncée par Bernard Lewis et popularisée par Samuel Huntington

Pour ces penseurs, ce choc est inévitable. Les Occidentaux n'ont d'autre choix que de s'y préparer militairement afin de tuer plutôt que d'être tués. Pour le président iranien, ceci est absurde. A l'heure de la globalisation, le développement des échanges commerciaux et culturels permet aux gens de se découvrir et de s'apprécier mutuellement. Quant aux juifs, aux chrétiens et aux musulmans, leur foi commune dans le Dieu unique doit les conduire à établir des relations harmonieuses.

Cependant, pour M. Ahmadinejad, si le choc des civilisations est une idéologie artificiellement promue par le mouvement sioniste afin de diviser le monde et de le dominer, il existe bien un conflit qui traverse l'humanité : celui qui oppose les valeurs matérielles du capitalisme et de la société de consommation aux valeurs spirituelles de la Révolution que sont la justice et l'héroïsme. Ceci étant posé, l'ennemi n'est pas l'Occident, mais le matérialisme dont les Occidentaux sont atteints et qui contamine le reste du monde.

Le système de domination actuel s'inscrit dans le prolongement de l'esclavagisme, du colonialisme et de l'impérialisme. Il est mis en œuvre par un groupe transnational qui s'appuie principalement sur le Royaume-Uni, les Etats-Unis et Israël pour parvenir à ses fins. Compte tenu de la supériorité militaire de ces Etats par rapport à tous les autres Etats du monde réunis, il serait illusoire d'espérer le vaincre par les armes. Mais sachant qu'il utilise les Britanniques, les Etats-Uniens et les Israéliens souvent à leur détriment, il est possible de s'allier avec ces peuples contre ce système de domination. De même que Marx imaginait unir les prolétaires de tous les pays contre l'exploitation capitaliste, Ahmadinejad pense possible d'unir les opprimés contre le sionisme. Dans cette perspective, des efforts doivent être entrepris pour montrer aux Etats-Uniens qu'ils sont eux aussi les victimes d'un système dont ils croient à tort profiter.

S'adressant à l'Assemblée générale, le président Ahmadinejad a demandé la création d'une commission d'enquête internationale sur les attentats du 11-Septembre.

Pour les Etats membres de l'ONU, il a développé l'argument de la compétence. La réponse qui a été apportée unilatéralement par les Etats-Unis à ces attentats a mis le Proche-Orient élargi à feu et à sang sans résoudre le problème du terrorisme. Pour être efficace, il aurait fallu, il y a neuf ans, créer cette commission d'enquête, analyser ses résultats au sein de l'ONU et convenir à l'échelle internationale d'une stratégie antiterroriste. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, les Nations unies doivent reprendre leur prérogative pour vaincre le terrorisme et parvenir à la paix.

Pour le public états-unien, M. Ahmadinejad, s'appuyant sur un sondage récent, a évoqué les trois hypothèses les plus fréquemment citées. Primo, les attentats sont le fait d'un puissant groupe étranger ; secundo, ils ont été ourdis par des éléments internes ; tertio, ils ont été réalisés par un groupe étranger, mais ont bénéficié de la passive complicité d'éléments internes.

Contrairement au discours ambiant, il n'a pas évoqué le fait qu'Oussama Ben Laden se soit présenté comme islamiste, mais le fait que lui et sa famille ont des affaires communes avec les Bush. Des informations que j'avais révélé en octobre 2001 dans le principal hebdomadaire politique hispanophone d'Amérique du Nord, *Proceso* et qui avaient été reprises au Congrès par la représentante Cynthia McKinney.

Cette présentation vise à recadrer le débat : le problème n'est pas le choc entre l'Islam et l'Occident, mais la domination du monde par une clique incluant les Bush et Oussama Ben Laden.

Au cours de cet exposé, l'ambassadeur des Etats-Unis s'est levé et a quitté l'Assemblée générale. A sa demande ou sur son ordre, les ambassadeurs de plusieurs Etats alliés ont fait de même.

L'habituelle machine de propagande s'est attachée à déformer et à minimiser les propos de Mahmoud Ahmadinejad. Les médias atlantistes se sont efforcés de faire accroire que le président iranien aurait insulté les victimes du 11-Septembre, à New York même, en prétendant que les Etats-Uniens ne sont pas des victimes, mais des coupables. Il suffit de se reporter au texte du discours pour vérifier la manipulation. Or, dans ce document, M. Ahmadinejad exprime sa désolation pour les victimes. Il place immédiatement au même niveau les centaines de milliers de morts, de blessés et de déplacés de la guerre au terrorisme. Il s'applique à considérer que les souffrances des uns sont égales aux souffrances des autres. Ce qui revient une nouvelle fois à affirmer que le choc des civilisations est un leurre et que nous sommes tous victimes du même système.

Le Conseil de sécurité nationale des Etats-Unis s'étant réunis d'urgence, il a été décidé que Barack Obama s'adresserait au plus vite aux Iraniens et les appelleraient à l'insurrection pour dissuader Téhéran de poursuivre son offensive.

Une interview a été organisée sur la chaîne de télévision de la BBC en persan, qui dispose d'une plus grande audience en Iran que les chaînes états-uniennes en persan. Techniquement, cette tâche revient au Conseiller de sécurité nationale adjoint chargé des communications stratégiques, Ben Rhodes. Il se trouve que M. Rhodes est la personne qui a rédigé le rapport de la Commission présidentielle Kean-Hamilton sur le 11-Septembre. A ce titre, c'est lui qui a gravé dans le marbre la théorie du complot islamiste avec ses 19 kamikazes et son Ben Laden sardonique caché dans une grotte afghane.

Le président Obama a été interrogé par Bahman Kalbasi, un journaliste iranien qui prétend avoir fui son pays en 2001 pour échapper à la dictature et qui a néanmoins pu librement retourner sur place pour y réaliser des documentaires.

D'entrée de jeu M. Kalbasi a demandé au président Obama de commenter les propos de son homologue iranien sur le 11-Septembre. Il répondit : « C'était choquant. C'était haineux. Et qu'il ait fait ces déclarations ici à Manhattan, juste au nord de Ground Zero, où des familles ont perdu leurs proches... des gens de toutes les religions, de toutes les origines voient ces attentats comme la tragédie essentielle de cette génération. Pour lui, qu'il ait fait de telles déclarations était inexcusable ».

Les Iraniens auront beau relire le discours de M. Ahmadinejad, ils ne trouveront rien de choquant, ni de haineux. Aucune provocation, que des questions légitimes. Peu importe, M. Obama poursuit en établissant une distinction entre la réaction émotionnelle des Iraniens au lendemain du 11-Septembre, faite comme partout de compassion pour les victimes, et celle du « régime ».

Dans le reste de l'entretien, il explique que la politique de l'administration Ahmadinejad est une impasse. Selon lui, elle ne peut pas porter de fruit et suscite des sanctions dont les Iraniens subissent et subiront les dures conséquences dans leur vie quotidienne. Il développe cette logique dans plusieurs domaines et conclut sur la question palestinienne. Il assure là encore, que le radicalisme ne mène nulle part, et que la paix là-bas passe par un compromis avec Israël.

Cette interview est une mise en garde non voilée à l'intention de Téhéran : ne vous avisez pas de semer le trouble dans la population états-unienne ou nous le ferons chez vous aussi. Elle s'appuie sur l'idée que les Iraniens désavoueraient une politique pour laquelle ils payent un prix fort sans rien recevoir pour le moment en retour. Elle annonce une nouvelle opération de déstabilisation à l'occasion des réformes économiques. Pour éviter l'asphyxie, l'Iran soumis à un embargo onusien et à des embargos unilatéraux doit renoncer à ses prix subventionnés et libéraliser son marché intérieur. Cette adaptation brutale ne manquera pas de faire des mécontents. Washington entend les coaliser contre le gouvernement autour de Mir Hossein Moussavi.

Toutefois ce projet doit s'affranchir de plusieurs obstacles. En premier lieu, les mécontents de la réforme économique peuvent douter de la capacité de M. Moussavi à les représenter. Il avait en effet défendu le principe d'une économie libérale à l'américaine durant sa campagne électorale. Il paraît donc mal placé pour s'opposer de manière crédible à une libéralisation du marché intérieur. Deuxièmement, l'argument du prix trop lourd d'une politique radicale a peu de chances de porter en Iran, un Etat révolutionnaire où, depuis 32 ans, on cultive l'héroïsme. Il peut même paraître insultant à beaucoup.

Enfin le choix de donner cet entretien à la BBC en persan est maladroit. Invité de M. Talebzadeh dans *Secrets*, la principale émission politique du pays, à l'occasion des commémorations du 11-Septembre, j'avais exposé la nécessité d'une commission d'enquête des Nations Unies et j'avais abordé l'implication de la BBC dans le complot du 11-Septembre. On se souvient que ce jour-là la Tour 7 du World Trade Center, dite Tour des Salomon Brothers, s'est effondrée dans l'après-midi sans avoir été heurtée par un avion. Pour éviter que cet événement ne conduise les gens à se poser des questions plus larges sur l'effondrement des Tours jumelles, les comploteurs avaient imposé une explication immédiate. En s'effondrant les Tours jumelles auraient fait trembler le sol et fragilisé les fondations de la 7. Pour s'assurer que cette version soit reprise, les comploteurs la diffusèrent via la BBC avant même la chute de la Tour 7.

Sur cette vidéo, on voit la reporter de la BBC témoigner avoir assisté à l'effondrement, alors que l'on aperçoit dans son dos le bâtiment intact qui ne tombera que 12 minutes plus tard. La télévision publique britannique est donc partie intégrante du complot et a mené une opération de désinformation caractérisée. Notons au passage que ceci implique une responsabilité du Royaume-Uni en tant qu'Etat dans les attentats perpétrés aux Etats-Unis. En résumé, le président de la République islamique d'Iran a déclaré au monde en général et aux Etats-Unis en particulier que les morts du 11-Septembre ne sont pas des victimes de l'islam. Il a souhaité une commission d'enquête internationale dont les résultats sont susceptibles de montrer que les morts US comme les morts du Proche-Orient sont également victimes du système de domination mondiale.

De son côté, le président des Etats-Unis s'est adressé aux Iraniens sur une chaîne dont les dirigeants ont participé à l'organisation du 11-Septembre pour leur suggérer de ne pas poser de questions sur ces attentats, faute de quoi ils auraient de nouvelles sanctions à endurer.

En définitive, la vivacité de la réaction de Washington révèle sa faiblesse. Si l'on a choisi de faire monter d'urgence au créneau le président Obama, c'est qu'il y a péril en la demeure. 74 % des Etats-Unis pensent que des éléments de l'administration ont perpétré le 11-Septembre ou l'ont laissé perpétrer. Pourtant ils ne se révoltent pas contre des autorités qu'ils rendent responsables de la mort de près de 3 000 de leurs concitoyens. C'est que, jusqu'à présent, ils sont persuadés que des fanatiques de la sécurité nationale peuvent entreprendre des crimes contre la population lorsqu'ils les imaginent utiles à la grandeur du pays. Or, ce que le président

Mahmoud Ahmadinejad suggère, c'est au contraire que les comploteurs ont agi dans l'intérêt d'un groupe transnational au détriment des intérêts des Etats-Uniens, lesquels sont juste considérés comme de la chair à canon destinée à agoniser sur les champs de bataille du Proche-Orient élargi. Cette idée met en danger le système de domination mondiale car elle est susceptible de réveiller la conscience du peuple états-unien et de le pousser à la révolte.

[Voltaire Network, 24 septembre 2010.

[James Petras, Réseau Voltaire, 17, 19 et 24 juin 2009.

Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2004.

Thierry Meyssan, Analyste politique français, président-fondateur du et de la conférence .Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe.

Dernier ouvrage publié : éd. JP Bertrand (2007).

Beyrouth, le lundi 26 septembre 2010.

Thierry Meyssan

2-3 Propos inconvenants aux Nations Unies..

Ça commence à être une manie : les représentant de la 'Communauté Internationale' (USA + EU, peut-être Israël était devant) se sont levé comme un seul homme et ont quitté la salle de l'assemblée des Nations Unies lorsque le président iranien a prononcé des mots qu'on ne peut absolument pas entendre.

Ce qu'on ne pouvait entendre cette fois-ci, c'était l'exposé par le président iranien des trois différentes hypothèses concernant les attentats du 11 septembre (complot externe, c'est à dire la théorie officielle, complot interne ou 'théorie du complot', et complot externe facilité à l'intérieur), et sa proposition d'une enquête internationale.

Pour notre part, nous n'arrivons pas à voir ce que ces propos ont de si scandaleux ; nous les trouvons plutôt très raisonnables « Si nous prenons en compte le point de vue états-unien, est-il rationnel de lancer une guerre conventionnelle par le biais d'un large déploiement de troupes qui a mené à la mort de centaines de milliers de personnes pour contrer un groupe terroriste ? ».

Qu'y a-t-il de 'choquant' de reconnaître qu'après les attentats du 11 septembre « la machine de propagande entra en action à plein régime ; elle insinuait que le monde entier était exposé à un immense danger, le terrorisme, et que la seule façon de sauver le monde était de déployer des forces militaires en Afghanistan » : Est-ce que c'est faux ? Est-ce qu'il est inexact, ou inconvenant de rappeler que quelques mois avant l'invasion de l'Irak, par l'action d'une propagande bien efficace, une grande majorité d'états-Uniens étaient persuadés que c'était soudain Saddam Hussein qui était derrière les attentats ? C'est un fait, c'est vrai qu'il est obscène en soi, mais c'est surtout le passer sous silence qui l'est bien d'avantage.

« Il y a une image du World Trade Center suspendue au dessus de mon lit, et j'en garde une dans mon Kevlar. Chaque fois que j'éprouve de la compassion pour ces gens [les civils Irakiens massacrés], je la regarde. Je pense 'Ils nous ont frappés chez nous et, maintenant, c'est à notre tour.' Je ne veux pas dire 'rendre la monnaie de la pièce', mais, vous savez, c'est assez bien cela » Interview de soldats US en Irak, 'The Evening Standard', le 19/06/2003

Nous n'oublions pas que les représentants européens sont restés sagement assis lorsque Colin Powells a exhibé son petit tube de poudre blanche, et ses petits croquis de camions-usines pour 'prouver' que l'Irak de Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive. La réalité ne dépend pas du fait qu'ils se lèvent ou s'asseyent

Quelle que soit la réalité sur le 11 septembre, ces attentats non revendiqués n'ont de fait pas affecté uniquement les Etats-Unis, mais bien le monde entier, et provoqué des centaines de milliers de morts irakiens et afghans, et une projection extraordinaire de forces US au Moyen Orient : La plus élémentaire des choses dans un monde juste serait que l'enquête sur des événements qui ont conduit à une telle situation soit indépendante et internationale.

Roland Marounek

Alerte Otan !

Bulletin trimestriel du Comité de surveillance Otan,
Numéro 39, Juillet - Août - Septembre 2010

2-4 René Naba : Le président Ahmadinejad à Beyrouth.

«Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux» Etienne de La Béotie (Discours sur la servitude volontaire).

Le président Ahmadinejad à Beyrouth: La présence du croquemitaine de l'Occident dans un pays pivot de la confrontation arabo israélienne, dans une capitale, Beyrouth, fief par excellence du clan pro saoudien des Hariri. Paris, 12 octobre 2010 – Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad effectuera, les 13 et 14 octobre, une visite officielle au Liban, qui constitue, d'ores et déjà, au delà de toute autre considération, une démonstration éclatante de la place qu'occupe désormais l'Iran dans cette ancienne chasse gardée de l'Occident, enfant chéri de la France.

Par son retentissement psychologique, sa portée symbolique et sa mobilisation populaire, ce premier déplacement du président iranien au Liban depuis les exploits militaires de son poulain chiite, le Hezbollah libanais, en juillet 2006, contre Israël, est comparable, toute proportion gardée, à la visite du chef de file du

combat nationaliste arabe, le président égyptien Gamal Abdel Nasser à l'Algérie, dans la foulée de l'indépendance de ce pays, au terme d'une guerre nationale de libération menée contre la France, en juillet 1962. Dans une ambiance électrisée par les menaces ad hominem formulées à son encontre par Israël pour le dissuader d'entreprendre ce voyage, la présence du croquemitaine de l'Occident dans ce pays pivot de la confrontation arabo israélienne, qui plus est à Beyrouth, fief par excellence du clan pro saoudien des Hariri, apparaît comme un acte de bravade en même temps que de bravoure, face à Israël et aux pays occidentaux, sur fond de bruits de botte tant dans le Golfe qu'au Liban, en superposition à l'exaspération du débat sur le dossier nucléaire iranien, sur une possible criminalisation du Hezbollah dans l'enquête internationale sur l'assassinat de Rafic Hariri et la persistance de l'impasse sur le règlement de la question palestinienne.

Le Liban qui s'est abstenu, l'été dernier, lors du vote de nouvelles sanctions contre l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a voulu compenser, sa passivité lors du vote onusien, par cette visite officielle en guise de gratitude à un pays qui a fourni une importante contribution à la reconquête du territoire national, via le Hezbollah, et à la restauration urbaine du sud Liban, sinistré par l'aviation israélienne.

Deux temps forts marqueront le séjour libanais de M. Ahmadinejad:

-Sa rencontre très attendue avec le chef charismatique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, l'homme qui donne le tournis aux Occidentaux et aux Israéliens de par son palmarès politique et militaire rare dans le monde arabe, l'atout maître du tandem syro iranien dans son bras de fer avec ses adversaires. Les deux hommes devraient apparaître, conjointement, dans une manifestation populaire dans la banlieue sud de Beyrouth, dans une cérémonie en double hommage, en hommage à l'Iran pour sa contribution à la libération du territoire libanais et à la restauration des bourgades démolies par les Israéliens, en hommage de l'Iran au Liban dont les exploits militaires ont grandement élargi sa marge de manoeuvre face aux Occidentaux et aux Israéliens.

-Son déplacement dans le sud Liban, dans la région frontalière libano israélienne, zone de concentration de la population chiite et théâtre de glorieux faits d'armes du mouvement face à Israël.

Le président iranien se rendra dans deux localités qui se sont particulièrement distinguées dans leur résistance à la contre offensive israélienne dans la phase finale du conflit de juillet 2006. En plein débat sur la stratégie militaire libanaise et sur sa politique d'achat d'armes, il entend ainsi réaffirmer, par sa présence physique sur le champ de bataille, la vigueur de la stratégie de résistance à l'hégémonie israélo saoudo américaine dans la zone. Bravant son ennemi qui le menace de vitrification, faisant fi du survol incessant de l'aviation israélienne de l'espace aérien libanais, le président Ahmadinejad se rendra à la pointe extrême du Liban méridional, à Maroun el Ras, la bourgade mitoyenne d'Israël, se plaçant ostensiblement à portée de voix de l'Etat Hébreu, au lieu dit «la porte de Fatima», dans l'ancienne zone de déploiement et d'infiltration des supplétifs de l'armée dissidente des généraux Saad Haddad et Antoine Lahad, pour prononcer un grand discours de politique internationale depuis Bint Jbeil, dans ce qui apparaît comme une démonstration de force contre les manoeuvres d'intimidation d'Israël et de son allié américain.

Bint Jbeil revendique en effet le rare exploit d'avoir mis hors circuit une quarantaine de soldats israéliens, en deux temps, lors des confrontations libano israéliennes. En 2006, une dizaine de soldats israéliens ont été tués dans la dernière contre offensive précédant le cessez le feu. En 1982, une trentaine de soldats israéliens avaient péri sous les décombres du PC israélien dynamité par un commando suicide.

Haut lieu de la résistance Libanaise, le choix de la bourgade n'est nullement anodin. Il traduit la volonté de l'Iran de faire honneur «au choix des armes», de saluer les vainqueurs des Israéliens, en rendant hommage à la bravoure de ses défenseurs, 28 ans après le dynamitage du PC israélien lors de l'invasion israélienne du Liban, en 1982. Initiateur des premiers attentats suicide au Liban, si meurtriers par la suite pour les forces occidentales et israéliennes opérant dans le pays, l'attaque contre le PC israélien, aux premiers jours de l'invasion de juin 1982, avait décapité le commandement des forces d'assaut, tuant le chef du bataillon israélien au sud Liban et une trentaine de ses collaborateurs, retardant leur progression vers Beyrouth.

L'Iran qui a fourni une assistance financière de près d'un milliard de dollars pour la restauration de la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah où près de 250 immeubles ont été détruits par l'aviation israélienne, en juillet 2006, a assuré la réhabilitation urbaine de Maroun ar Rass, et, le goudronnage de la route frontalière reliant la bourgade chrétienne de Marjeyoun à Nakoura, le poste frontière libano israélien, fluidifiant la circulation dans cette zone escarpée. L'Iran devrait d'ailleurs allouer au Liban un prêt, à long terme, à faible taux d'intérêt, d'une valeur de 450 millions de dollars, dans le cadre d'un accord de coopération dans le domaine de l'énergie, visant à pallier les pénuries de courant fréquents dans un pays gouverné depuis près de vingt ans par le clan Hariri, et dont la dette publique est de l'ordre de cinquante milliards (50) milliards de dollars.

La visite de M. Ahmadinejad au Liban est la première d'un président iranien depuis celle de Mohammed Khatami, en mai 2003. C'est au cours de cette visite, survenue dans la foulée de la chute de Bagdad, que le président réformiste iranien avait formulé la stratégie iranienne visant à faire face à la vassalisation du Moyen orient à l'ordre israélo américain, par la mise en place d'un cordon sanitaire formé par un quatuor de quatre pays (Iran, Syrie, Liban Hezbollah et Palestine Hamas), désigné par le vocable de la constellation des «Douwal al Moumanaha», un système de pré alerte constitué par les pays de l'immunisation contre le virus de la soumission.

Précédée d'une importante démonstration de la solidité des relations syro iraniennes, matérialisée par deux sommets Bachar el Assad Ahmadinejad, -le 13 septembre à Damas, et le 2 octobre à Téhéran-, la présence de M. Ahmadinejad à Beyrouth constitue aussi une réplique à une montée de tension dans le Golfe après l'annonce d'un important contrat d'armement entre les Etats-Unis et les pétromonarchies, de l'ordre de 123 milliards de

dollars à quatre pays (Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes Unis et sultanat d'Oman) visant à renforcer leur capacité défensive face à l'Iran.

Qualifiée de «provocation» par les Etats-Unis, elle intervient de surcroît alors que le gouvernement pro occidental de Saad Hariri paraît sur la défensive du fait des révélations du camp antioccidental au Liban sur le noyautage israélien du réseau libanais des télécommunications, et, sur les dysfonctionnements du Tribunal Spécial sur le Liban résultant de la présence de faux témoins dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre.

La Syrie et l'Arabie saoudite se sont portés garants de la stabilité du Liban lors d'une visite conjointe du Roi Abdallah d'Arabie et du président syrien Bachar al Assad, fin juillet, au Liban, qui a scellé une entente tacite entre les deux pays arabes, longtemps rivaux au Liban.

Cette entente portait sur la neutralisation du Tribunal spécial sur le Liban, en contrepartie de la préservation par la Syrie du leadership du clan Hariri sur la communauté sunnite du Liban, et, partant, sur sa prééminence gouvernementale par rapport aux autres familles sunnites libanaises, aspirant aux mêmes responsabilités.

Le premier ministre libanais a admis, fin Août, que le Tribunal Spécial sur le Liban chargé de déterminer les responsabilités dans l'assassinat de son père avait été mu par des motivations politiques et que la présence de faux témoins dans la phase préliminaire de l'enquête avait nui à sa bonne marche. Mais le chef du clan saoudo américain au Liban s'est abstenu de tirer les conséquences de cet aveu, à savoir la traduction en justice des faux témoins, et, à défaut d'une mise en cause, à tout le moins, la mise en question du fonctionnement de l'institution internationale. Face à ses atermoiements, la Syrie a lancé un mandat d'arrêt par défaut contre 33 personnes, ayant participé à la campagne visant à la discréditer dans cette affaire, incluant la garde rapprochée de Saad Hariri.

L'Arabie saoudite, le meilleur allié arabe des Etats-Unis, le principal bailleur de fonds de ses équipées militaires dans la sphère arabo musulmane, le plus gros client de son industrie d'armement, n'aurait pas réussi à infléchir la position américaine sur le tribunal spécial sur le Liban, dont l'acte d'accusation devrait être rendu public à l'automne 2010.

Caution arabe à l'invasion américaine de l'Irak et à la «déstabilisation constructive» du Liban, selon le schéma et les slogans de la firme publicitaire américaine «Saatchi and Saatchi», aiguillonnée par le Département d'état, l'Arabie saoudite pourrait être la grande perdante de la chute du régime baasiste irakien et des exploits militaires du Hezbollah libanais, conséquence du pari malheureux du royaume sur la politique néo conservatrice américaine.

A défaut d'une compensation politique de la part de la Syrie et de l'Irak en Irak, un pays qui lui est limitrophe, à l'effet de lui redonner quelque crédit, le royaume pourrait difficilement inciter son poulain libanais à une plus grande flexibilité dans l'épreuve de force qui se déroule au Liban, au risque d'un camouflet supplémentaire au niveau du leadership sunnite libanais.

Mais le comportement dilatoire du clan Hariri sur la responsabilité du camp pro occidental dans l'instrumentalisation de la justice pénale internationale pour la préservation de son leadership local fait peser, par contrecoup, un risque sur la longévité gouvernementale de M. Saad Hariri, à l'effet d'entraîner le Liban dans un nouveau cycle de violences.

La coalition pro occidentale, notamment le premier ministre de l'époque, Fouad Siniora, avait accueilli à bras ouverts, avec forces accolades, Condoleeza Rice, secrétaire d'état américain, en juillet 2006, à Beyrouth, en plein bombardement destructeur israélien des infrastructures libanaises. Elle a émis, cette fois, des «réserves» concernant la visite du président iranien, allié majeur du Hezbollah, l'artisan de la libération du territoire national. Depuis son accession au pouvoir, Saad Hariri a repris, à six reprises, le chemin de Damas pour des entretiens avec les dirigeants syriens, mais, ce sera la première fois que l'homme lige des néo conservateurs saoudiens au Liban rencontrera le chef de file du courant révolutionnaire chiite, alors que ses contacts avec Damas sont quasiment interrompus depuis le lancement, le 3 octobre, de mandats d'arrêts internationaux à l'égard des principaux collaborateurs politiques et militaires du premier ministre libanais pour leur participation dans la fabrication des «faux témoins» du procès Hariri.

Pays frontalier de l'Irak et de l'Afghanistan, les deux plus importants abcès de fixation de l'armée américaine de l'époque contemporaine, bordant tout aussi bien le golfe arabo-persique que l'Océan indien, l'Iran représente l'une des plus fortes concentrations industrielles de la zone intermédiaire qui va de sud de l'Europe aux confins de l'Inde. La réussite de sa stratégie d'autosuffisance technologie et militaire valoriserait son poids régional, de la même manière qu'un succès politique ou militaire du Hezbollah chiite libanais ou du Hamas sunnite palestinien réhabiliteraient l'esprit de résistance face à la finlandisation des esprits en cours dans le monde arabe, à l'effet de réhabiliter la guérilla criminalisée sous l'ère Bush au prétexte de la «guerre contre le terrorisme».

Le succès iranien ferait en outre perdre à Israël son statut de relais stratégique majeur de l'Occident dans la zone et frapperait de caducité l'option arabe de vassalisation à l'ordre israélo américain, déterminant du coup la nouvelle hiérarchie des puissances dans l'ordre régional. Tel est le véritable enjeu, sans doute le plus important par sa force d'attraction symbolique, de la confrontation irano israélienne, dont le Liban en est le théâtre dérivé.

Pour aller plus loin,

[Liban: Hassan Nasrallah, l'indomptable](http://www.renenaba.com/?p=2685)

<http://www.renenaba.com/?p=2685>

Ainsi qu'une série de papiers sur la problématique iranienne dans le jeu régional et l'objectif sous jacent du bras de fer entre l'Iran, d'une part, les Etats-Unis et Israël, d'autre part, sur le nucléaire iranien.

- [Iran Israël: Les enjeux sous jacents de la confrontation 1/3](http://www.renenaba.com/?p=1422) <http://www.renenaba.com/?p=1422>

- [Iran Israël: Les enjeux sous jacents 2/3](http://www.renenaba.com/?p=1600) <http://www.renenaba.com/?p=1600>

2-5 « Les ingérences » de Washington dans les affaires internes de l'Iran.

1 Pétrole: Washington force Tokyo à renoncer à ses projets en Iran...

La pression politique de Washington a amené certains groupes énergétiques internationaux, dont japonais, à renoncer à coopérer avec Téhéran dans l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers, a annoncé Ramin Mehmanparast, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

"Cédant aux pressions de l'Occident et des Etats-Unis, le japonais Impex (filiale de Mitsui, ndlr) a réduit sa part de 70% à 10% dans l'exploitation du gisement pétrolier d'Azadegan", a-t-il indiqué, cité mardi par l'agence iranienne ISNA.

Prenant en considération ses projets de développement économique à long terme, le gouvernement japonais ne se résoudra pas à perdre cette part. Malgré les pressions de l'Occident, Tokyo "est conscient des avantages de sa présence en Iran", a ajouté M.Mehmanparast.

En 2004 la société Impex a obtenu 75% de la concession d'exploitation du gisement iranien d'Azadegan dont le potentiel est estimé à 26.000 milliards de barils. Cependant, suite aux nouvelles sanctions onusiennes et américaines adoptées à l'encontre de l'Iran, la part du groupe a été réduite à 10%.

Et d'ajouter que le ministre nippon de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Akihiro Ohata a récemment annoncé que le gouvernement japonais et Impex pourraient se retirer du projet.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont instauré des sanctions unilatérales supplémentaires à l'encontre de Téhéran qui sanctions prévoient notamment un gel d'investissements dans le secteur énergétique iranien.

2 Quatre géants du pétrole se retirent pour respecter les sanctions.

Quatre géants du pétrole ont décidé de se conformer aux nouvelles sanctions contre l'Iran et de cesser toute activité avec ce pays, ont annoncé les États-Unis, soulignant que l'étau se resserrait autour du régime accusé de cacher un programme nucléaire militaire.

Le français Total, l'anglo-néerlandais Shell, le norvégien Statoil et l'italien Eni ont promis de « liquider leurs investissements » et de renoncer à « toute nouvelle activité dans le secteur de l'énergie en Iran », a indiqué James Steinberg, le n°2 de la diplomatie américaine, saluant « un important revers pour l'Iran ». Ces entreprises se mettent ainsi à l'abri de sanctions américaines. À l'inverse, le département d'État a lancé des enquêtes visant d'autres compagnies n'ayant pas pris le même engagement.

Les États-Unis accusent l'Iran, 4e producteur mondial de brut, de financer son programme nucléaire avec les revenus de son secteur énergétique. Selon M. Steinberg, les sanctions ont « un impact de plus en plus important en Iran », notamment dans les secteurs de la finance et des transports.

02 octobre 2010

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/673449/Quatre_geants_du_petrole_se_reti rent_pour_respecter_les_sanctions.html

02-10

L'Iran a officiellement protesté hier contre « les ingérences » de Washington dans ses affaires internes.

Réagissant aux nouvelles sanctions américaines, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a dénoncé une « décision allant dans la droite ligne des ingérences des États-Unis dans les affaires intérieures de l'Iran depuis 30 ans ». « Elle est en contradiction avec les lois internationales », a ajouté Ramin Mehmanparast.

02 octobre 2010

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/673449/Quatre_geants_du_petrole_se_reti rent_pour_respecter_les_sanctions.html

3 La police iranienne agira contre ceux qui voudront utiliser les sanctions économiques

La police iranienne agira contre ceux qui voudront utiliser les sanctions économiques imposées à l'Iran pour « créer des troubles et des grèves », a déclaré hier le chef de la police, le général Esmâïl Ahmadi Moghadam, cité par les médias. « Avec les menaces économiques, ils veulent provoquer des troubles, des révoltes, et pousser les gens à la désobéissance civile », a-t-il ajouté, selon l'agence Fars. « Ils ont lancé une violente guerre psychologique contre nous », a-t-il encore lancé.

C'est la première fois qu'un haut responsable iranien reconnaît que les sanctions économiques internationales peuvent avoir de tels effets.

Le président Mahmoud Ahmadinejad, le gouvernement et la presse officielle ont minimisé la portée de ces sanctions, affirmant qu'elles ne feraient que renforcer l'indépendance économique de l'Iran et n'affecteraient pas sa détermination à poursuivre son programme nucléaire. M. Ahmadi Moghadam a également dénoncé de

nouvelles sanctions américaines, notamment la fermeture de comptes bancaires et l'interdiction de voyager, visant huit dirigeants iraniens accusés d'atteintes aux droits de l'homme lors de la répression des troubles qui ont suivi la présidentielle de juin 2009.

02 octobre 2010

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/673449/Quatre_geants_du_petrole_se_reti rent_pour_respecter_les_sanctions.html

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 "Obama est un hors-la-loi international".

Le président du Parlement iranien Ali Larijani a qualifié samedi le président américain de "hors-la-loi international" après que Barack Obama eut déclaré que les Etats-Unis soutenaient les aspirations du peuple iranien.

"Comment Obama ose-t-il annoncer qu'il veut aider la nation iranienne ? Il devrait savoir qu'il est un hors-la-loi international", a déclaré M. Larijani, cité par l'agence de presse Isna.

"M. Obama devrait savoir que nous n'avons pas besoin de son message", a-t-il ajouté.

Dans une interview diffusée vendredi par la chaîne de télévision en farsi de la BBC, M. Obama a annoncé que Washington soutenait les aspirations démocratiques du peuple iranien.

A la question du journaliste qui lui demandait s'il était avec ou contre le peuple iranien dans leur combat pour davantage de libertés, le président américain a répondu: "pour ceux qui aspirent à être entendus, à participer à une démocratie qui reconnaisse leur dignité humaine, nous nous tiendrons toujours auprès d'eux."

M. Obama a d'autre part affirmé dans cette interview qu'une solution diplomatique était toujours possible dans le dossier du programme nucléaire controversé de l'Iran.

"Nous préférons nettement résoudre ces dossiers de façon diplomatique. Je pense que c'est dans l'intérêt de l'Iran. Je pense que c'est dans l'intérêt de la communauté internationale", a dit M. Obama. (belga)

25/09

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/2864/Dossier-Obama/article/detail/1161997/2010/09/25/Obama-est-un-hors-la-loi-international.dhtml>

3-2 11 septembre 2001 : Ahmadinejad à l'ONU.

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

extrait

Mahmoud Ahmadinejad a affirmé que les attentats du 11 septembre 2001 avaient été montés par le gouvernement américain lui-même.

Selon le chef d'Etat iranien, «quelques éléments à l'intérieur du gouvernement américain ont orchestré l'attentat pour inverser le déclin de l'économie américaine et son emprise sur le Moyen-Orient de manière à sauver le régime sioniste». «La majorité du peuple américain de même que d'autres nations et des politiciens sont d'accord avec ce point de vue», a-t-il affirmé.

Après les attentats du 11-Septembre, «une machine de propagande est entrée en action», a estimé Mahmoud Ahmadinejad.

Selon lui, les Etats-Unis ont utilisé l'attaque comme prétexte pour envahir l'Afghanistan et l'Irak, provoquant de nombreux morts, au lieu de chercher à punir les coupables. «Il a été dit que quelque 3000 personnes ont été tuées le 11-Septembre et nous en sommes tous très peinés. Cependant, jusqu'à maintenant, en Afghanistan et en Irak des centaines de milliers de personnes ont été tuées, des millions blessées et déplacées et le conflit est encore en train de s'étendre», a-t-il souligné.

24/09

Extrait de <http://www.lefigaro.fr/international>

3-3 Ahmadinejad accueilli comme un héros par les libanais...

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie **nullement** que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Mahmoud Ahmadinejad a reçu mercredi à Beyrouth un accueil enthousiaste de plusieurs milliers de chiites libanais au premier jour d'une visite qui ravive les craintes de l'Occident concernant l'influence grandissante de l'Iran au Liban.

Partisans du Hezbollah à l'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad à Beyrouth. Le président iranien a reçu mercredi à Beyrouth un accueil enthousiaste de plusieurs milliers de chiites libanais au premier jour d'une visite qui ravive les craintes de l'Occident concernant l'influence grandissante de l'Iran au Liban. (Reuters/Ali Hashisho)

Lançant du riz et des fleurs au passage du président iranien, ses partisans étaient massés le long de la route principale qui relie l'aéroport de Beyrouth au palais présidentiel où Ahmadinejad doit rencontrer son homologue libanais, Michel Souleïman.

Drapeaux de l'Iran, ballons et affiches du chef de l'Etat iranien étaient agités le long de la route aux côtés de portraits du guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei et du fondateur de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ruhollah Khomeini.

Cette visite préoccupe les Etats-Unis qui cherchent à isoler l'Iran en raison de son programme nucléaire controversé et qui accusent Téhéran d'aider le Hezbollah à saper les principes de souveraineté du Liban. Des membres pro-occidentaux du gouvernement libanais, auquel participe le Hezbollah, ont également fait part de leurs préoccupations concernant la venue du chef d'Etat iranien. Le bloc parlementaire majoritaire, dirigé par Saad Hariri, a notamment accusé l'Iran de faire passer le Liban pour une "base iranienne en méditerranée". La majorité des Chiites sont toutefois reconnaissants à l'Iran de son soutien au Hezbollah lors de la guerre de 2006 contre Israël et de son aide financière pour la reconstruction du pays.

VISITE À LA FRONTIÈRE

Le Hezbollah chiffre cette aide à un milliard de dollars. Les experts occidentaux pensent que l'Iran aurait aussi réarmé un mouvement qualifié de terroriste qui admet disposer de plus de 30.000 roquettes et missiles. Téhéran a également proposé d'aider le pays à moderniser son réseau électrique vétuste, de financer des projets hydrauliques et de compenser les armes américaines dont la fourniture est suspendue par les objections d'ordre politique du Congrès américain.

Ahmadinejad, qui a déclaré à plusieurs reprises vouloir rayer de la carte Israël, devrait se rendre jeudi dans les villes du sud du Liban à proximité de la frontière avec l'Etat hébreu.

Il s'entretiendra avec le Premier ministre Saad Hariri, un musulman sunnite, et le président chiite de la Chambre des députés, Nabih Berri mercredi. Il devrait également prendre la parole à un meeting organisé dans la banlieue sud de Beyrouth par le Hezbollah, dont le chef Hassan Nasrallah compte aussi intervenir.

13/10

www.lexpress.fr/.../ahmadinejad-accueilli-comme-un-heros-par-les-chiites-libanais_927393.html

3-4 Question d'un lecteur à D. Losurdo à propos de l'"antisémitisme" et l'Iran.

Article publié par mondialisation.ca sous le titre : *L'Occident contre « l'antisémitisme » : une idéologie de guerre* : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=21279>

Cher professeur Losurdo,

Je lis dans les dépêches d'agences de presse que même Fidel Castro semble s'être uni au chœur pro-israélien et anti-iranien.

La nouvelle est-elle vraie, pour ce que vous pouvez en savoir ?

Qu'en pensez-vous ? [MO]

Cf. : 08-09-10 IRAN: FIDEL CASTRO CRITICA AHMADINEJAD, "ANTISEMITA"

(ASCA) - Roma, 8 septembre. : Fidel Castro a critiqué le président iranien M. Ahmadinejad pour ses comportements jugés « antisémites ». C'est la BBC qui le rapporte.

L'ex-leader cubain, au cours d'un entretien donné à Jeffrey Goldberg (invité personnellement par Castro à Cuba) de l'Atlantic magazine, a déclaré que l'escalade des rapports de confrontation entre Iran et Occident pourrait conduire à une guerre nucléaire. En ce qui concerne les juifs, F. Castro a déclaré que « leur existence a été beaucoup plus difficile que la notre. Rien ne peut être comparé à l'Holocauste ».

Pour Castro, l'Iran devrait, pour la paix dans le monde, « reconnaître l'histoire unique sur l'antisémitisme et essayer de comprendre la raison pour laquelle les Israéliens craignent pour leur existence ».

Réponse de D. Losurdo :

Je ne sais pas jusqu'à quel point l'intervieweur a compris et rapporté correctement la pensée de Fidel Castro ; **il est permis de nourrir quelque doute à ce propos.**

En tous cas j'ai exposé mon point de vue dans le livre : *Le langage de l'Empire. Lexique de l'idéologie américaine* (Laterza, 2007).

Je rapporte ici certains passages :

Plus radicale semble être la position du président iranien Ahmadinejad, selon qui, en tant qu'Etat « artificiel », Israël serait destiné à disparaître. C'est une prise de position qui est souvent relevée en Occident comme un symptôme de la volonté de renouveler le judéocide ; mais cette lecture est un expédient polémique.

On trouvera bien plus proche de la vérité celui qui, en écrivant dans un journal insoupçonnable d'antisémitisme (l'International Herald Tribune), a observé que nous nous trouvons devant le renvoi à une présumée « inévitabilité historique » bien plus qu'à l'« énonciation d'une politique ».

Souvenons-nous alors qu'on a aussi vu des personnalités tout ce qu'il y a de plus illustres en Occident mettre en doute l'opportunité et la légitimité de la fondation de l'Etat d'Israël : en privé, Karl Popper n'hésitait pas à parler de « désastreuse erreur » ; plus significatif encore est le jugement d'Arendt, qui en mai 1946 reconnaissait en toute franchise l'« injustice perpétrée aux dépens des arabes ». Le grave tort du président iranien est de ne pas distinguer nettement entre jugement historique et projet politique. Nous pouvons bien dire que la fondation des Etats-Unis implique et aggrave les infamies subies par les Peaux-rouges, mais l'impossibilité de revenir à la situation précédant l'arrivée en Amérique des colons européens est immédiatement évidente pour tout le monde. Mutatis mutandis, il n'y a pas de raison d'argumenter différemment par rapport à la fondation d'Israël. Si ce n'est que ceux qui se hâtent de dénoncer un programme génocidaire dans toute revendication d'indemnisation morale

provenant du monde arabe et musulman à cause de l'injustice qu'ils ont subie avec la fondation de l' « Etat juif » et l'expulsion consécutive de la population arabe commettent une erreur en miroir de celle d'Ahmadinejad.
[...]

Ce n'est pas avancer dans la recherche de la vérité que de définir comme antisémite le président iranien, lequel par contre insiste sur le fait que c'est l'Europe et pas le peuple palestinien qui doit faire amende des crimes de l'antisémitisme. Comme nous le verrons, c'est l'opinion exprimée à l'époque par un illustre historien tel que Toynbee, qui voit en la fondation d'Israël l'affirmation du « principe cynique de faire payer les gens désarmés » pour des fautes commises par d'autres. On peut et on doit avec fermeté condamner les tentatives d'Ahmadinejad de mettre en doute la réalité et la radicalité de la « solution finale » : elles sont l'expression maladroite et malheureuse du désir d'attirer l'attention sur les souffrances et sur les injustices subies par des Palestiniens et des arabes, subies par ceux qui se trouvent dans la malheureuse position d'être victimes des victimes (pour employer une formule chère à Saïd).
[...]

Après Israël l'Iran est le pays qui abrite le plus grand nombre de juifs (20 mille) au Moyen-Orient, et ils ne semblent pas subir des conséquences considérables de la violente rhétorique anti-israélienne qui fait rage à Téhéran ; ni ne se manifestent en Iran des tendances à l'expulsion des juifs ressemblant au « transfert » des arabes rêvé par certains cercles israéliens (**chap. V, § 6 de mon livre**).

Sur le versant opposé nous voyons ce qui advient en Israël. Malheureusement il ne s'agit pas que du gouvernement. C'est une large opinion publique qui exprime une orientation assez inquiétante".

Suite de la réponse de D. Losurdo en pj ou sur les sites mentionnés (voir aussi : <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14435&type=analyse>)

Mondialisation.ca rappelle à ce sujet un article de **Arash Norouzi** publié en janvier 2007 :

« **Rayé de la carte** » : **la rumeur du siècle**

Ce qu'a vraiment dit Mahmoud Ahmadinejad

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=4621>

Mais pour ne pas rester tributaire de *ce qu'on dit qu'Ahmadinejad a dit* etc., on peut aussi aller lire directement le *Discours (traduit)* de Mahmoud Ahmadinejad, à la 65ème Assemblée générale de l'ONU (23 septembre 2010) : <http://www.voltairenet.org/article167062.html>

Et, tant qu'on y est, l'analyse de **Thierry Meyssan** à ce sujet : Le débat indirect Ahmadinejad-Obama

<http://www.voltairenet.org/article167073.html>

Ahmadinejad, Thierry Meyssan *?!?! "Alerte, alerte... le démon, le démon !! Le vois-tu là dans l'ombre, fixant sur nous son oeil de feu ?"*

<http://www.youtube.com/watch?v=RIZPn0QaqXE>
m-a

3-5 L'Iran affirme avoir contré le virus Stuxnet.

Le lancement de la centrale de Bouchehr a été retardé, mais sans lien avec le virus Stuxnet, précise l'Iran. Les systèmes industriels du pays auraient été débarrassés du virus. Plusieurs «espions», accusés de s'attaquer au programme nucléaire iranien par Internet, ont été arrêtés.

L'Iran affiche sa résistance à Stuxnet. Une semaine après avoir annoncé que plus de 30.000 ordinateurs personnels avaient été infectés par ce virus informatique dans le pays, de hauts responsables ont indiqué dimanche que tous les sites industriels contaminés avaient été «nettoyés». «Une solution a été trouvée pour faire face au virus, et elle va être appliquée», avait indiqué la veille Heidar Moslehi, ministre iranien de l'Information, cité par la télévision d'État. L'Iran, qui a très vite admis que ses réseaux informatiques avaient été touchés, assure qu'elle n'a recensé jusqu'à présent aucun «dégât sérieux».

D'après les expertises iraniennes, Stuxnet ne serait pas aussi dangereux que prévu. Découvert en juin, ce virus recherche sur les ordinateurs infectés un logiciel du groupe Siemens, qui sert au contrôle d'oléoducs, de plateformes pétrolières ou de centrales électriques. En reprogrammant cette application, il disposerait de capacités de sabotage d'infrastructures industrielles, avaient expliqué plusieurs experts en sécurité occidentaux. Mais selon le vice-ministre iranien de l'Industrie, Mohsen Hatam, Stuxnet aurait «seulement une capacité de collecter des informations avant de s'autodétruire».

S'il cherche à minimiser l'impact de Stuxnet, l'Iran voit plus que jamais derrière ces cyberattaques la main de gouvernements étrangers, opposés à son programme nucléaire. Samedi, le ministère des Renseignements a annoncé l'arrestation de plusieurs «espions», accusés d'avoir voulu «mener une action destructrice» par Internet. «Les services de sécurité assurent une surveillance complète d'Internet et ne permettront aucune fuite concernant le programme nucléaire iranien, ni la destruction de ces activités», a martelé le ministre Heydar Moslehi. La date, le lieu de ces arrestations et le lien avec le virus Stuxnet n'ont pas été précisés.

Stuxnet, pourtant disséqué de toutes parts, reste lui-même entouré de nombreux mystères.

Très vite, des experts internationaux en sécurité ont déduit qu'il pouvait s'agir d'une attaque commanditée par des États contre le programme nucléaire iranien, et notamment contre la centrale de Bouchehr, dont le lancement a été retardé.

Sa sophistication suggère en effet qu'il a été l'objet d'un travail de plusieurs mois et a requis des compétences

très pointues. Et des indices dans le code du virus impliquant Israël ont été repérés.

Mais les preuves sont encore rares.

Le virus, très répandu en Iran, s'est aussi propagé en Inde, en Indonésie, au Pakistan, puis en Chine.(ndlr : & aux Etats-Unis...)

ATTA KENARE

AFP

04/10

<http://www.lefigaro.fr/sciences-technologies/2010/10/04/01030-20101004ARTFIG00446-l-iran-affirme-avoir-contre-le-virus-stuxnet.php>

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Fadwa Nassar : La république islamique d'Iran:le développement durable pour une véritable indépendance.

Depuis la révolution islamique et l'instauration de la république islamique d'Iran, en 1979, les puissances occidentales ont décidé de combattre le nouveau régime, jugé dangereux à leurs intérêts dans la région. Parce que l'Iran, qui était le principal allié de l'alliance israélo-américaine dans la région, est devenu depuis 1979 un Etat qui proclame et assume son rôle antisioniste et hostile à l'oppression des peuples, les Etats-Unis, d'autres pays occidentaux et leur protégé « Israël » tentent par tous les moyens de renverser le régime: en déclenchant des guerres, en imposant des sanctions, en finançant des organisations qui commettent des actes terroristes à l'intérieur du pays, en lançant des campagnes de dénigrement contre ses dirigeants et ses institutions. Il s'agit surtout de préparer l'opinion publique internationale à accepter leur guerre contre l'Iran (comme les préparatifs psychologiques et médiatiques avant la guerre déclenchée contre l'Irak), mais aussi d'affaiblir et de déstabiliser le pays pour imposer une alternative pro-occidentale à la politique iranienne actuelle.

Sanctions politiques aux effets limités

Les sanctions contre l'Iran ne datent pas de la « crise du nucléaire iranien » des récentes années, crise suscitée par les puissances impériales pour empêcher l'Iran d'assurer son autonomie énergétique. L'Iran subit en effet des sanctions économiques, commerciales et militaires ainsi que le transfert des technologies depuis le début de la révolution islamique, soit plus de trente ans. Les sanctions touchent aussi les domaines scientifique et académique. La question du nucléaire iranien n'a été en fait qu'un prétexte pour renforcer la politique impériale occidentale envers l'Iran, voulant isoler le pays et accroître ses difficultés économiques et politiques.

Mais dès le départ, la jeune république islamique avait opté pour le développement autonome et l'autosuffisance économique. Malgré huit ans de guerre imposée et l'hostilité occidentale, l'Iran est parvenu à développer certains secteurs comme l'industrie pétrochimique, l'automobile, les technologies de l'information et de la communication, en restant cependant assez éloignée de l'autosuffisance alimentaire pendant les deux décennies qui ont suivi la révolution islamique.

Malgré les sanctions, le volume des échanges commerciaux de l'Iran avec les pays du monde n'a cessé de croître et de se diversifier. Dans les années 90 et au début des années 2000, plusieurs accords dans le domaine de l'exploitation du pétrole ont été conclus avec des firmes étrangères. Il y a quelques jours, le ministre iranien des finances, Shamseddine Husseyni déclarait que les sanctions imposées contre l'Iran n'ont fait que renforcer l'alternative de l'autosuffisance du pays en l'aidant à exporter ses produits non pétroliers, soulignant qu'« à cause de ces sanctions, nous comptons plus sur nos ressources locales ». De nombreux contrats d'investissements ont été signés avec divers pays, européens ou asiatiques, dans les domaines pétrolier, gazier, automobile, pétrochimique et alimentaire, dans les secteurs des télécoms, du bâtiment et de l'électronique. D'après une étude écrite par Amélie Neuve-Eglise (La revue de Téhéran, Paris, N°23- 2007) qui constate « l'échec politique et diplomatique indiscutable du système des sanctions mis en place contre l'Iran », il semble que ces sanctions « ont cependant indéniablement aggravé certains problèmes structurels et ont retardé la modernisation de l'industrie pétrolière, tout en pénalisant davantage la population iranienne que les élites politiques ».

Un développement global

Depuis la révolution islamique, le régime iranien s'est tourné vers le développement global de tout l'Iran, qui est un vaste pays comprenant des provinces très différentes les unes des autres. Concernant le développement humain, l'Iran qui comptait en 2003 68 millions d'habitants, a consacré d'importants efforts pour élever le niveau éducatif et scientifique de toutes les catégories de la population. Le nombre des étudiants d'université est passé de 150.000 au temps du Shah à environ 2.400.000 étudiants dans différents domaines. Alors que le pays importait des médecins, aujourd'hui, le nombre de médecins généralistes et spécialisés dépasse les besoins de la société : de 7000 médecins spécialisés en 1978, ils sont actuellement 72.792 médecins spécialisés répartis dans tout le pays.

Le nombre des étudiants en doctorat dans les universités de l'Etat était de 425 en 1980-1981, alors qu'il a été de 12.000 doctorants en 2001-2002. Les scientifiques iraniens ont atteint le niveau de compétitivité avec les scientifiques du monde occidental dans différents domaines, les sciences appliquées, la médecine, la chimie, la biologie, les sciences informatiques ou le nucléaire.

La république islamique d'Iran continue à privilégier le développement économique et humain dans les provinces et les régions les plus éloignées du centre et de la capitale, pour tenter de combler le fossé qui sépare les zones rurales des zones urbaines. Par exemple, les centres de soins dans les régions rurales ont augmenté de 2500 centres (1978) à 16.061 en 2002. L'électrification des campagnes a très tôt commencé, après la révolution islamique : en 1978, seuls 4327 villages bénéficiaient d'électricité, mais en 2001, ce sont 45.359 villages qui y ont eu accès. Les routes ont relié les villages aux capitales provinciales ainsi que tous les services de l'Etat, comme les bureaux de poste qui sont passés de 180 bureaux ruraux en 1978 à 4912 en 1995. Pour l'eau potable, 760 villes et 23.036 villages en bénéficient au début de ce siècle alors qu'en 1978, 45 villes et 12.000 villages seulement étaient raccordés au réseau.

Ces chiffres incomplets donnent un aperçu succinct de l'orientation adoptée par la république islamique pour un développement durable et global de toutes les régions iraniennes.

L'Iran a également tenté de combler le fossé historique qui sépare la situation de la femme de celui de l'homme. Même les médias hostiles à la république islamique n'ont pu taire cette réalité, celle de l'effort de la république islamique pour élever le niveau éducatif, économique, politique, social et culturel de la femme iranienne. Qu'elles soient rurales ou citadines, les femmes ont bénéficié d'une protection médicale particulière, notamment en tant que mères de famille, avec l'augmentation du nombre de médecins spécialisés, au point que la moyenne de durée de vie des femmes est de 75,75 ans pour les femmes alors qu'il est de 70,94 ans pour les hommes (2009). Etant donné que l'instruction est un critère important du développement d'une société, le taux de femmes alphabétisées (6 ans et +) est de 80,34% en 2007. Pour la même année, le taux de femmes instruites (entre 6 et 29 ans) est de 95,16% alors qu'il est de 96,48% pour les hommes. Le taux de femmes admises dans les universités publiques est de 44,27% en 2008 par rapport à tous les admis. Le taux des femmes professeurs du domaine médical dans les universités publiques est de 40% sur l'ensemble des professeurs du domaine médical. Là encore, ces quelques chiffres épars indiquent l'effort entrepris par l'Iran pour permettre aux femmes d'exercer leur rôle dans la société.

Concernant la jeunesse iranienne, il faut rappeler que tous les Iraniens âgés de moins de trente ans n'ont connu ni la période du shah ni celle de la révolution et ils étaient trop jeunes au cours des huit années de guerre imposée à l'Iran. A Téhéran où vivent 12 millions de personnes, 9 millions sont âgés de moins de trente ans. C'est dire que cette catégorie de la population, soumise aux pressions les plus fortes, représente un réel défi au pouvoir, si elle ressent que ses besoins ne sont pas assurés. Entre l'attraction envers le mode de vie occidental et la préservation rigide des traditions, les responsables iraniens, les savants religieux et intellectuels sont parvenus à trouver des modes de réflexion et des voies originales où la jeunesse iranienne peut accéder à la modernité sans cependant perdre son authenticité ni son originalité. Il s'agit d'un défi quotidien auquel les responsables iraniens accordent une grande importance, puisque la jeunesse, porteuse de l'avenir du pays, est également devenue un enjeu pour les puissances occidentales. En développement l'instruction et les études universitaires, la recherche, la culture, la science, les arts (le cinéma iranien est l'un des plus développés et originaux au sein des pays islamiques et même dans le Tiers-monde) et les différentes disciplines sportives, en menant une lutte sans merci contre la drogue et les trafiquants, la république islamique d'Iran est parvenue à endiguer le flot des médias occidentaux et leurs cadeaux souvent empoisonnés. Il s'agit cependant d'un combat quotidien réclamant l'attention et l'effort constant des autorités et des responsables, à tous les niveaux de la société.

[Article publié sur Résistance islamique au Liban](#)

Fadwa Nassar :

Lundi 11 octobre 2010

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19